



CHAPITRE 92

Loi modifiant la charte de la cité
de Lachine

[Sanctionnée le 5 juillet 1974]

CHAPTER 92

An Act to amend the charter of the
city of Lachine

[Assented to 5th July 1974]

Préam-
bule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la cité de Lachine et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
193, a.
426, mod.
pour la
cité.

1. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Lachine:

a) en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 1^oc par le suivant:

Convoca-
tion des
proprié-
taires.

« Les personnes qui sont inscrites comme propriétaires au rôle d'évaluation en vigueur à l'égard d'un immeuble compris dans le territoire visé par le règlement et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, sont convoquées au lieu et à la date fixés par le conseil à cette fin dans les quarante jours qui suivent l'adoption du règlement; le greffier convoque ces personnes au moyen d'un avis d'au moins vingt et un jours francs, pour l'heure qu'il fixe et qui ne doit pas être avant sept heures du soir ni après huit heures du soir. »;

b) en remplaçant le cinquième alinéa du paragraphe 1^oc par le suivant:

Proprié-
taires
dans zone
contigue,
etc.

« Les personnes qui sont inscrites comme propriétaire au rôle d'évaluation en vigueur à l'égard d'un immeuble compris dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qui fait l'objet du règle-

Preamble.

WHEREAS it is in the interest of the city of Lachine and necessary, for the proper administration of its affairs, that its charter be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended for the city of Lachine:

R.S., c.
193, s.
426, am.
for city.

(a) by replacing the second paragraph of paragraph 1c by the following:

“The persons who are entered as property owners on the assessment roll in force with respect to an immovable situated in the territory contemplated in the by-law and, in the case of physical persons, who are of full age and Canadian citizens, shall be convened at the place and on the date fixed by the council for such purpose within forty days after the passing of the by-law; the clerk shall convene such persons by means of a notice of at least twenty-one clear days, for the time which he fixes and which must not be earlier than seven o'clock in the evening or later than eight o'clock in the evening.”;

Property
owners
convened.

(b) by replacing the fifth paragraph of paragraph 1c by the following:

“The persons who are entered as property owners on the valuation roll in force with respect to an immovable situated in a zone or sector adjacent to that which is the subject of the by-law, and, in the

Property
owners of
adjacent
zone, etc.

ment, et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, sont habiles à voter, sur présentation au greffier, dans les vingt et un jours qui suivent la date de la publication de l'avis prévu au deuxième alinéa, d'une requête signée par au moins douze de ces personnes ou par la majorité d'entre elles si leur nombre est inférieur à vingt-quatre; ».

S.R., c.
193, a.
429, mod.
pour la
cit.
Entretien
d'hiver;

2. L'article 429 de ladite loi est modifié pour la cité en insérant, après le paragraphe 20°, le suivant:

« 20°a Pour pourvoir à l'entretien d'hiver des rues et des trottoirs aux frais de la municipalité et déterminer quand il le juge à propos que la neige sera soufflée ou déposée sur les trottoirs et sur les terrains privés, pourvu qu'il détermine aussi les précautions nécessaires en pareils cas pour éviter les dommages à la personne et à la propriété; ».

S.R., c.
193, a.
472, mod.
pour la
cit.
Nuisance;

3. L'article 472 de ladite loi est modifié pour la cité en remplaçant le paragraphe 2° par le suivant:

« 2° Pour décréter que le fait par le propriétaire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'une terre, de laisser pousser sur ce lot ou cette terre, des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des véhicules automobiles non-immatriculés et hors d'état de fonctionner, des déchets, des détritiques, des papiers ou des bouteilles vides, constitue une nuisance et pour permettre aux employés de la cité de s'introduire sur ces lots, terrains ou terres, afin d'y enlever ces nuisances aux frais du propriétaire ou de l'occupant en défaut, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister de telles nuisances sur leurs terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à empêcher ces nuisances; ».

Remplacement de règlement de zonage.

4. Nonobstant le paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes, le conseil peut, par règlement, remplacer la partie du règlement de zonage 1003 et les règlements qui l'ont modifiée quant à la partie du territoire de la cité connue et désignée comme étant la jetée extérieure du Canal de Lachine, soit le lot originaire

case of physical persons, who are of full age and Canadian citizens, shall be qualified to vote, upon presentation to the clerk, within the twenty-one days following the date of publication of the notice provided for in the second paragraph, of a petition signed by at least twelve of such persons or by a majority of them if they are fewer than twenty-four;".

2. Section 429 of the said act is amended for the city by inserting after paragraph 20 the following:

"(20a) To provide for winter maintenance of the streets and sidewalks at the expense of the municipality, and to decide, when it considers it appropriate, that snow will be blown onto or piled on the sidewalks and private grounds, provided it also decides what precautions are necessary in such cases for preventing damage to persons and property;".

R.S., c.
193, s.
429, am.
for city.
Winter
mainten-
ance;

3. Section 472 of the said act is amended for the city by replacing paragraph 2 by the following:

"(2) To decree that for the owner or occupant of a vacant or partly built lot, or of land, to allow branches, bushes or weeds to grow on the said lot or land, or to leave thereon scrap iron, motor vehicles which are not registered and not in running order, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance and to authorize the employees of the city to enter upon the said lots or grounds or lands in order to remove such nuisances at the expense of the owner or occupant at fault, and to impose fines on persons who permit such nuisances on their lands, or to take or impose any measure intended to prevent such nuisances;".

R.S., c.
193, s.
472, am.
for city.
Nuisance;

4. Notwithstanding paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act, the council may, by by-law, replace that part of zoning by-law 1003 and the by-laws amending it as regards the part of the territory of the city known and designated as the outside pier of the Lachine Canal, namely the original lot 815 of the town of

By-law
to replace
zoning
by-law.

815 du cadastre de la ville de Lachine, tel que montrée sur un plan de l'arpenteur géomètre Guy Leclerc, en date du 3 juillet 1974, et portant ses minutes R-108.

Publica-
tion
d'avis,
etc.

Le greffier doit publier, dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise circulant dans la municipalité, un avis de l'adoption du règlement; cet avis doit reproduire le texte du présent article et mentionner que les propriétaires intéressés qui désirent s'opposer au règlement peuvent faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale du Québec dans les trente jours suivant la publication de l'avis.

Enquête
et
rapport.

À l'expiration de ce délai, la Commission municipale du Québec tient une enquête publique dont elle fait rapport au ministre des affaires municipales et au conseil municipal. Ce dernier peut, par résolution, modifier le règlement pour donner suite aux recommandations comprises dans le rapport.

Approba-
tion.

Le règlement n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par le ministre des affaires municipales.

Abroga-
tion, etc.

Une fois en vigueur, le règlement adopté en vertu du présent article ne peut être abrogé ou modifié que suivant le paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

Lachine, as shown on a plan of Guy Leclerc, land surveyor, dated 3 July 1974, and bearing number R-108 of his minutes.

The clerk shall publish, in a French language and an English language newspaper circulating in the municipality, a notice of the adoption of the by-law; such notice shall reproduce the text of this section and mention that the owners interested who wish to object to the by-law may make known the reasons for their objection in writing to the Québec Municipal Commission within thirty days following publication of the notice.

Publica-
tion of
notice of
by-law.

Upon the expiry of such delay, the Québec Municipal Commission shall hold a public inquiry and report thereon to the Minister of Municipal Affairs and the municipal council which, by resolution, may amend the by-law to give effect to the recommendations of the report.

Inquiry
and
report.

The by-law shall come into force only after its approval by the Minister of Municipal Affairs.

Approval.

Once in force, the by-law made under this section may not be repealed or amended except in accordance with paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act.

Repeal,
etc.

1945, c.
78, aa. 14,
15, ab.

5. Les articles 14 et 15 du chapitre 78 des lois de 1945 sont abrogés.

5. Sections 14 and 15 of chapter 78 of the statutes of 1945 are repealed.

1945, c.
78, ss. 14,
15,
repealed.

1951/52,
c. 72, a. 6,
ab.

6. L'article 6 du chapitre 72 des lois de 1951/1952 est abrogé.

6. Section 6 of chapter 72 of the statutes of 1951/1952 is repealed.

1951/52,
c. 72, s. 6,
repealed.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.